

[Banalisation du Cancer]

<http://www.fukushima-blog.com/2018/03/nous-n-avons-pas-oublie-fukushima.html>

6 mars 2018

Nous n'avons pas oublié Fukushima

8^{ème} témoignage de [Fonzy](#)

Bientôt arrive le septième anniversaire de l'accident de Fukushima. Ici, tout fonctionne comme avant. Il y a beaucoup moins de manifestations antinucléaires, beaucoup moins de personnes qui continuent à mesurer régulièrement le taux de la radiation avec leur compteur Geiger ou le taux de césium avec leur détecteur Nal. Moi non plus d'ailleurs, cela fait déjà quatre ou cinq ans que mon compteur Geiger se trouve intact dans un tiroir. La radioactivité n'est plus un sujet de la conversation quotidienne. Pourtant, nous n'avons pas oublié Fukushima. Au contraire, Fukushima est omniprésent sur des affiches publicitaires à la gare, dans des émissions à la télé ou dans les supermarchés avec ses tomates, ses pêches ou ses brocolis, mais on ne montre guère le Fukushima qui est couvert de ses milliers de sacs noirs fourrés de terre contaminée, ni le Fukushima dont la terre et les forêts restent contaminées même après des séances de décontamination, ni les réfugiés souffrants qui désirent rester hors de leur pays natal même après la levée de l'interdiction. Bref, parler de Fukushima n'est pas un tabou, mais c'est toujours centré sur le genre « notre Fukushima, le très beau pays ».

Par ailleurs, il y a une autre « détabouisation » qui est en cours : la banalisation du cancer. Surtout, la banalisation du cancer de la thyroïde chez les enfants est courante : il y a des médecins qui disent que c'est une maladie tellement courante que l'on en découvre souvent, même des petites tumeurs avec lesquelles on peut vivre, etc... On remarque aussi depuis quelque temps des publicités lancées par le Ministre de la Santé qui encourage les « cancers survivors » de continuer à travailler, et également des téléfilms dont les protagonistes sont atteints d'un cancer grave... Enfin le cancer, qui était un tabou, ne l'est plus, car un Japonais sur deux « l'attrape » selon les spécialistes, du coup c'est une maladie banale.

Malgré tout, tous les Japonais ne pensent pas que les misères de Fukushima sont finies. Nous ne sommes pas dupes. Il y a souvent des pétitions contre les décisions de l'Etat qui force à retourner les anciens habitants dans les terres contaminées ou qui vise l'arrêt total du contrôle du césium des produits récoltés à Fukushima, et aussi sont en cours des procès pour les indemnisations des réfugiés ou des employeurs de Daiichi. Il y en a, comme moi, qui ne mangent toujours pas les produits du Nord-Est du Japon, et qui font toujours attention à ce qui se passe dans la centrale. De surcroît, nous nous préparons à des accidents nucléaires éventuels. J'ai récemment été à une assemblée qui distribuait des pastilles d'iode, organisée par une petite association bénévole très locale. Pourtant, à ma surprise, il y avait 350 personnes qui étaient venues à la distribution ! J'ai vu de jeunes mamans avec leurs bébés, des tontons sympas, des dames peu militantes, bref des personnes tout à fait « ordinaires » qui venaient pour chercher leurs pastilles d'iode pour se protéger contre la radioactivité. Cela montre que les Japonais savent maintenant que le nucléaire est équivalent au danger mortel, et qu'il faut se protéger contre un autre accident nucléaire futur, vu la

grande probabilité d'un séisme important dans les 30 prochaines années dans la région de Kanto selon des sismologues.

Nous, les Japonais, nous nous mobilisons avec calme, pas de révolution comme chez vous. Même si à vos yeux nous ne faisons rien, nous continuons à combattre. Nous agissons en sourdine, petit à petit, un peu comme le césium dans le corps...



Photo : 10 pastilles d'iode (pour 5 jours) que j'ai eues



Photo : site de la Centrale de revitalisation de Fukushima (en plurilingue !)

<https://3w.pref.fukushima.lg.jp/site/portal-fr/>

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

<http://www.fukushima-blog.com/2018/02/le-japon-pousse-les-evacues-de-fukushima-au-retour.ils-n-y-tiennent-pas-vraiment.html>

27 février 2018

Le Japon pousse les évacués de Fukushima au retour. Ils n’y tiennent pas vraiment.



La levée des ordres d'évacuation dans les zones contaminées par la radioactivité suite à la catastrophe nucléaire à la centrale de Fukushima Daiichi, qui a commencé le 31 mars dernier, est l'une des décisions gouvernementales qui ont marqué l'année fiscale 2017 au Japon, et mobilisé les protestations des victimes, car à bientôt un an, il faut noter que cette "politique du retour" a concerné des zones se rapprochant de plus en plus de la centrale, présentant un niveau de dose de radioactivité allant jusqu'à 50 mSv/an ! en outre, le débit de dose jusqu'à 20 mSv/an a été déclaré "sans risque sanitaire"! Rappelons que c'est le maximum autorisé en France pour les travailleurs du nucléaire.

A l'approche de la date des Olympiades, les autorités veulent maintenant supprimer les aides au logement pour certains évacués, qui n'auront d'autre alternative que de rentrer vivre en zone contaminée...

Mais la résistance s'organise, comme à Yonezawa.

Evelyne Genoulaz

-oOo-

Source : article de Michael Holtz, avec la collaboration de Takehito Kambayashi. [*Japan wants Fukushima evacuees to go home. They're not so sure.*](#) Paru le 21 février 2018 in “Christian Science Monitor” - YONEZAWA, JAPAN.

Traduction : Evelyne Genoulaz

-oOo-

160 000 résidents environ ont quitté leur foyer en 2011, après qu’un séisme puis un tsunami causèrent la pire catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl. Aujourd’hui, le gouvernement prétend que beaucoup d’entre eux ne risquent rien à retourner vivre chez eux. Mais il va devoir regagner la confiance des résidents.

Toru Takeda n’a qu’un mot à la bouche pour évoquer les avantages comme les inconvénients de la vie à Yonezawa : la neige. Cette ville, située en montagne à 150 miles au nord de Tokyo, se retrouve tous les hivers engloutie sous plusieurs mètres de neige. Il y neige tant, que plusieurs rues sont équipées de systèmes qui projettent sous le sol de l’eau chaude afin de les maintenir praticables.

Monsieur Takeda a fini par s’habituer à ces monceaux de neige et aux embarras qui vont avec. Les retards des trains. Le ralentissement du trafic routier. Le pelletage. Il ne neige pas autant dans la ville de Fukushima, d’où il vient, qui se trouve à une heure de route de là par beau temps.

Mais la neige présente des avantages certains quand elle fond. « Ici la terre est riche parce que la neige fond petit-à-petit » m’a dit un jour Takeda au cours d’un dîner au centre-ville de Yonezawa. Il est persuadé que ce dégel perlé inscrit les fruits et les légumes qu’on cultive dans la région au nombre des plus savoureux du Japon. Puis il boit une gorgée de café et ajoute d’un ton solennel : « dans le département de Fukushima, l’eau comme la terre demeurent toujours contaminées ».

Voilà bientôt sept ans, « le séisme et tsunami dans la région du Tohoku » ont frappé la côte nord-est du Japon, et provoqué des fusions à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, c’est la pire catastrophe nucléaire qu’on ait connue depuis Tchernobyl. Le démantèlement devrait coûter 200 millions d’euros et prendra plus de 40 ans. Malgré tout, un certain nombre des quelque 160 000 évacués de la région ont entamé leur retour.

D'après le gouvernement japonais, il n'y a plus de danger, mais Takeda n'en est pas convaincu. Sa confiance dans les autorités a été ébranlée par la réponse hasardeuse qui a été donnée aux suites des fusions. Il accueille désormais avec circonspection les informations émanant des agences de régulation ou des compagnies d'exploitation, sans parler de tout ce qu'on entend de l'état prétendument « sain » des aliments ou, bien évidemment, à propos des centrales nucléaires. Savoir si le gouvernement sera capable de restaurer la confiance de Takeda_ et avec lui, celle de milliers d'autres_ c'est l'enjeu préalable à la revitalisation des bourgs et des villes du département de Fukushima.

« Nous ne croyons plus ce que nous dit le gouvernement » affirme Takeda, en parlant pour lui mais aussi au nom de sa femme, de sa fille et d'une vingtaine d'autres évacués dont il sait qu'ils ont refusé de quitter la ville de Yonezawa. « Je ferai tout ce qu'il sera possible de faire et tout mon possible pour y rester » déclare-t-il. Y compris aller devant les tribunaux.

Un homme investi d'une mission

Tout a commencé en mars dernier, lorsque le gouvernement de la Préfecture de Fukushima a mis fin aux aides inconditionnelles au relogement dont bénéficiaient pas moins de 27 000 personnes qui avaient quitté des zones non désignées comme zones d'évacuation forcée _ au nombre desquelles il y avait Takeda et beaucoup d'autres réfugiés à Yonezawa. Placés devant cette alternative : ou bien le retour dans un lieu dont ils craignaient qu'il fût toujours dangereux d'y vivre ; ou alors, le paiement du loyer, alors que beaucoup d'entre eux n'en avaient pas les moyens, ils n'ont choisi ni l'un ni l'autre. Ils sont restés dans leur appartement tout en refusant d'en payer le loyer. L'agence du logement public a toléré cette situation quelque temps. Puis en septembre, elle a engagé une poursuite d'expulsion à l'encontre de ceux qu'on appelle les évacués volontaires (1), qui ont aussitôt réagi en levant pour réponse, un bataillon d'avocats.

« Les auteurs de la catastrophe, ce sont le gouvernement japonais et TEPCO, observe Takeda, en faisant référence à la Compagnie d'Electricité de Tokyo, l'opérateur de la centrale de Fukushima Daiichi. Ils doivent avoir l'obligation de payer ».

Takeda, un retraité de 77 ans, était professeur d'anglais dans un lycée et dès son arrivée à Yonezawa en avril 2011, il est devenu de facto le représentant de la communauté des évacués dans cette ville. Il organise des rencontres à caractère social et rencontre régulièrement les autorités municipales. Sa femme et lui ont même monté un centre d'apprentissage pour les enfants des évacués, dans leur modeste trois-pièces. Il a fermé au bout de deux ans et désormais Takeda consacre tout son temps libre à la bataille judiciaire. Il se démène pour lever les fonds nécessaires à la mobilisation de divers avocats.

« Le gouvernement m'a dans le nez, dit-il. Si ce n'était pas pour me suivre, les évacués seraient déjà retournés au pays ».

Tandis que la procédure suit son cours à Yonezawa, d'autres victimes ont déjà obtenu gain de cause. C'est ainsi qu'en octobre, une cour de district de Fukushima a condamné le gouvernement japonais et TEPCO à dédommager d'un montant global de 4,4 millions de dollars, un groupe d'environ 2 900 personnes. C'est la troisième fois qu'une cour condamne la Compagnie pour avoir négligé de prendre les mesures utiles à la prévention des fusions.

« Ce qui alimente la défiance »

La ville de Yonezawa, située à 60 miles au nord-ouest de la centrale de Fukushima Daiichi, accueille jusqu'à près de 3 900 évacués du département de Fukushima. Il n'y demeure aujourd'hui qu'à peine 500 d'entre eux, selon les registres officiels. D'aucuns sont retournés chez eux suite à des difficultés d'ordre pécuniaire, d'autres parce qu'ils pensent qu'on ne court plus aucun risque, mais beaucoup d'entre eux ont renoncé au retour. Dans une enquête conduite en avril dernier par la préfecture de Fukushima, 80% des évacués volontaires qui vivent dans d'autres départements du Japon ont indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de retourner chez eux.

Le gouvernement a fait une grosse campagne pour dissiper les dernières réticences. Mais de l'avis de Shaun Bernie, un senior spécialisé en nucléaire chez Greenpeace, les autorités ont minimisé le potentiel risque sanitaire en raison de la pression qui s'exerçait sur elles, pour présenter la situation sous un jour favorable. A la veille en effet des Olympiades 2020, le Premier Ministre Shinzo Abe tient à tenir sa promesse que la restauration de Fukushima est « sous contrôle ». (2)

« Il n'est pas politiquement recevable pour le gouvernement d'avoir des zones qui demeurent inhabitables, commente Monsieur Burnie. Cela crée l'impression qu'une catastrophe nucléaire est susceptible de détruire des communautés entières pour longtemps".(3)

Etant donné l'empressement du gouvernement à revitaliser Fukushima, il prend le risque d'amplifier encore la défiance de ses concitoyens, et de fragiliser le respect de l'autorité qui est, comme on sait, une particularité profondément ancrée dans la société japonaise. Une enquête de Pew a montré en 2017 que si 57% des Japonais ont toute confiance dans leur gouvernement pour travailler au mieux des intérêts de la nation, 6% tout au plus d'entre eux prêtent attention aux propositions des chefs de file des partis politiques.

[...]

Pour l'heure, le gouvernement semble déterminé à supprimer bientôt les aides au logement pour les évacués. Il prévoit de les retirer à 5 000 foyers d'ici mars 2019. Des groupes de défense sont en train de faire pression pour qu'il fasse marche arrière. Dans une motion écrite qu'ils ont portée devant le Conseil des Droits de l'Homme auprès des Nations Unies le 2 février, Greenpeace et Human Rights Now – une organisation tokyoïte non gouvernementale – ont appelé le gouvernement à « procurer à tous les évacués de Fukushima les aides au logement qui leur sont nécessaires, y compris à ceux qui ont évacué depuis d'autres zones que celles désignées par le gouvernement, aussi longtemps que de besoin, afin de leur permettre de choisir en toute liberté l'endroit où ils souhaitent résider, sans devoir céder à la pression et retourner vivre malgré eux dans des zones qui mettent en danger leur santé ou leur vie ».

Si le gouvernement du Japon en venait à suivre cette recommandation, l'affaire portée devant les tribunaux à Yonezawa resterait sans suite. Takeda dit que ce serait une belle fin mais pour l'heure et sans attendre de savoir si le gouvernement révisera son plan, il s'affaire à préparer sa prochaine audience à la cour le 20 mars prochain.

« Je n'ai plus beaucoup de temps devant moi » dit Takeda. « Je ne peux pas retourner chez moi ».

Notes de la traductrice

(1) - Eux se disent "auto-évacués" car ils ont évacué par mesure de précaution, alors que leur lieu de résidence était hors des zones désignées par les autorités comme "d'évacuation forcée".

(2) A Buenos Aires en septembre 2013, Shinzo Abe a porté, devant le CIO, la candidature du Japon pour l'organisation des Jeux Olympiques à l'été 2020, en prononçant : "je vous fais le serment que la situation est sous contrôle. Il n'y a pas eu d'effet [de la catastrophe nucléaire de Fukushima Daiichi] à Tokyo et il n'y en aura pas".

Or, rien n'était alors "sous contrôle" à la centrale et le Premier Ministre lui-même reconnaîtra plus tard qu'il avait menti pour obtenir les Jeux...Aujourd'hui, 7 ans après le 11 mars 2011, rien n'est davantage "sous contrôle".

(3) Force est de constater que ce n'est pas qu'"une impression" mais la stricte réalité.

hectares, mais ne constitue que 39% des terrains prévus. Il est difficile d'obtenir l'accord des propriétaires fonciers.

Sur ce terrain, on construira ensuite un incinérateur pour les plantes arrachées et les arbres abattus, et un lieu de stockage pour les cendres fortement radioactives. Selon la loi, le gouvernement a promis qu'au bout de 30 ans (avant 2045) ce stockage devra être déménagé hors du département de Fukushima, mais personne bien sûr ne le croit, parce que nul n'acceptera ces installations dangereuses près de son logis.

A Fukushima, 15,2 millions de mètres cubes de terre contaminée sont stockés temporairement sur des terrains de sport, dans des parkings et même dans des jardins de particuliers. Selon le plan, la plus grande partie de cette terre contaminée sera transportée dans le nouveau site de stockage d'ici 2020.

Les tribunaux donnent raison aux victimes

En 2017, 3 jugements ont été prononcés concernant les souffrances générées par l'accident nucléaire. Le 17 mars, par la Cour de justice de Maebashi (département de Gunma), le 22 septembre par le tribunal de Chiba (département de Chiba), et le 10 octobre par le tribunal de Fukushima.

À Fukushima, 3800 personnes accusent l'État et TEPCO. Le 10 octobre, 1000 personnes se sont réunies devant le tribunal. Elles ont poussé des cris de joie quand le verdict favorable a été prononcé. Le secrétaire général des plaignants a déclaré: «TEPCO a exploité des réacteurs mal entretenus et a provoqué l'accident. Il est coupable.

L'État et TEPCO ont essayé ensemble de cacher leur faute. C'est celle-ci que le tribunal a révélée. »

De ces trois procès, celui de Maebashi était presque une victoire et celui de Fukushima une victoire parfaite pour les plaignants. Dans ces deux procès, on a augmenté les indemnités pécuniaires, mais la somme est restée trop faible. A Maebashi, 39 millions de yens (selon Boursorama 289 000 euros) pour 62 plaignants (630 000 yens en moyenne par plaignant, soit 4661 euros) et à Fukushima, 500 millions de yens (3 703 703 euros) pour 2907 plaignants (en moyenne 172 400 yens par personne, soit 1270 euros).

	Fukushima	Chiba	Maebashi
L'État et TEPCO pouvaient-ils prévoir cet énorme tsunami ?	Ils le pouvaient, selon le rapport de juillet 2002 du Comité d'État sur les tremblements de terre	Selon les prévisions du Comité d'État, ils pouvaient prévoir le tsunami avant 2006	Selon le rapport du Comité, ils pouvaient prévoir le tsunami
Pouvaient-ils empêcher l'accident ?	Ils pouvaient empêcher l'accident	Il est possible que non, même en ayant pris des mesures	Ils pouvaient empêcher l'accident
L'État avait-il le droit d'exiger de TEPCO des mesures anti-tsunami ?	Oui	Oui	Oui
L'État a-t-il une responsabilité dans l'accident ?	Oui. Il a négligé d'exiger des mesures anti-tsunami	Même s'il n'a pas utilisé son droit, il ne lui était pas interdit de les exiger	S'il avait utilisé ce droit, l'accident aurait été évité
Les indemnités sont-elles jusqu'à présent suffisantes ?	La règle du gouvernement est une norme. On pourra payer davantage	On doit payer aux gens une compensation pour la perte de leurs foyers.	On doit payer davantage pour les souffrances

Le verdict de Chiba n'était pas aussi favorable, car il ne reconnaissait pas la faute de l'Etat, mais il approuvait l'indemnité compensatoire à ceux qui souffraient de la perte des conditions de vie basales dans leurs foyers, cela faisait 376 millions de yens (2 785 185 euros) pour 42 plaignants (en moyenne 9 millions de yens par plaignant, soit 66 313 euros).

Le tribunal de Fukushima a expliqué la prévisibilité du tsunami de la façon suivante : "Le comité d'Etat sur les risques de tremblements de terre disait dans son rapport de juillet 2002 que, sur la côte pacifique de l'île de Honshu, pourraient survenir de grands tremblements de terre qui pourraient causer de gros tsunamis avec une probabilité de 20% au cours des 30 prochaines années. Si l'Etat avait étudié immédiatement le rapport, il aurait pu anticiper le tsunami de 15,7 mètres qui allait atteindre les réacteurs. Si l'Etat à l'époque avait commandé à TEPCO des mesures adéquates, l'accident aurait été évité. L'État l'a négligé, c'est pourquoi il faut le critiquer. »

13 réacteurs sont en démantèlement

Le 22 décembre, la compagnie d'électricité Kansai a annoncé qu'elle avait décidé de se défaire de deux réacteurs de la centrale nucléaire d'Ōoi dans le département de Fukui. Après l'accident nucléaire de Fukushima, les règles de maintenance des réacteurs sont devenues plus sévères, de sorte que les petits réacteurs, pour lesquels la réparation et l'amélioration coûtent davantage, ne seront pas rentables. Cependant, ces deux derniers sont très puissants, pouvant à l'avenir produire 117,5 kilowatts d'électricité (la plupart des autres réacteurs mis au rebut produisaient environ 50 kilowatts), il semblait donc qu'ils étaient rentables. Cette décision signifie qu'à présent certains réacteurs deviennent non rentables. Une ère de mise au rebut des réacteurs a commencé, mais s'en défaire est très difficile pour les compagnies électriques.

La plus grande difficulté est de savoir que faire des déchets nucléaires. Ils sont classés en trois catégories, et tous seront enterrés. Les plus dangereux seront enfouis à plus de 70 mètres de profondeur pour les 100 000 années futures. Le démantèlement actuel ou à venir des 9 réacteurs produira 80 000 tonnes de ces déchets, mais on ne les a encore pas enterrés. Seule la compagnie d'électricité de Genden a présenté un plan selon lequel elle enterrera des déchets sur son terrain dans une immense cavité de 100 mètres de long, 80 mètres de large sur 4 mètres de hauteur, mais l'Autorité de Régulation Nucléaire l'étudie encore et le département ne l'a pas approuvé.

Le gouvernement a décidé que les déchets émettant moins de 0,01 millisievert par an soient réutilisés, mais jusqu'à présent, seuls quelques-uns ont été réutilisés sur le terrain des compagnies électriques, et jamais ailleurs.

Il faut plus de 30 ans pour démanteler parfaitement un réacteur. Au cours des 5 à 10 premières années, les installations seront examinées et nettoyées, tandis que les 8 à 10 années suivantes on démontera les installations peu contaminées. Pendant les 6 à 9 années qui suivront, on démontera le réacteur. Finalement il faudra encore 4 à 8 ans pour démonter toutes les installations et obtenir un terrain propre. Parmi ces travaux, le plus difficile est le démontage du réacteur, car il est si fortement contaminé que personne ne peut y travailler, les robots font et feront ces travaux, mais cela demande une très haute technicité.

Les difficultés décrites ci-dessus sont expliquées dans les journaux, mais j'ai une autre crainte, qui sera le manque de main-d'œuvre. Les gens ne veulent pas travailler dans cet endroit dangereux, se soumettre constamment à la radioactivité. Selon la loi, les personnes déjà été exposées à plus de 100 millisieverts pendant 5 ans ne peuvent plus travailler dans une centrale nucléaire. L'entreprise doit donc employer de plus en plus de nouveaux ouvriers inexpérimentés. Maintenant, au Japon, il y a un manque général de main-d'œuvre. De nombreuses entreprises dépendent d'ouvriers étrangers asiatiques.

Rien que dans la centrale nucléaire n°1 de Fukushima, 10 000 personnes travaillent chaque jour. Pour démanteler 11 réacteurs, il faudra chaque jour au moins 100 000

travailleurs et embaucher davantage de nouveaux ouvriers chaque année. Y aura-t-il assez de force de travail pour cela? Y aura-t-il une main-d'œuvre de qualité suffisante pour cela? Les compagnies d'électricité pourront-elles dépenser autant d'argent? La force économique japonaise durera-t-elle aussi longtemps? En attendant, n'y aura-t-il pas d'autres cataclysmes?

Le tribunal d'Hiroshima a interdit la remise en route d'un réacteur dans la centrale nucléaire d'Ikata

Le 13 décembre, la cour d'appel d'Hiroshima a décidé que le réacteur n°3 de la centrale nucléaire d'Ikata sur l'île de Shikoku ne devait pas être remis en route en raison du danger d'une possible éruption du mont Aso dans l'île de Kjúshū. Ce réacteur est en cours d'examen et on prévoit de le redémarrer en janvier 2018, mais cela pourra être impossible. Pour la première fois devant la cour d'appel, le parti antinucléaire a gagné. C'est très important pour nous.

Un autre point à noter concernant ce jugement est que le tribunal a interdit la remise en route du réacteur selon les règles de l'Autorité de Régulation Nucléaire. Celle-ci avait approuvé cette reprise d'activité, estimant négligeable le danger d'une grande éruption du mont Aso. Mais le tribunal a jugé que la relance de la centrale nucléaire d'Ikata mettait en danger la vie humaine, à cause de l'énorme éruption du volcan Aso à 130 kilomètres de là.

Jusqu'à présent, devant les tribunaux, le principal débat concernait les tremblements de terre, mais devant ce tribunal il s'agissait de volcans et d'éruptions, et la cour a jugé que, selon les règlements édictés par l'Autorité, on doit être plus sévère pour évaluer l'état et les dangers des volcans. Le Japon est un archipel volcanique, donc il y a partout des volcans dangereux. Grâce à cette décision, le camp antinucléaire a acquis une nouvelle arme pour lutter contre le gouvernement et les compagnies d'électricité.

Il y a trois réacteurs dans la centrale nucléaire d'Ikata. L'entreprise a déjà décidé de démanteler le réacteur n°1, n'a encore rien décidé pour le réacteur n°2, et cette fois le tribunal a interdit l'exploitation du réacteur n°3. La politique nucléaire est dans une situation de plus en plus défavorable, mais le gouvernement et le monde industriel s'accrochent au nucléaire.

CommentaireS

Evelyne Genoulaz03/02/2018 21:09

Pour l'info stockage des déchets, mon billet d'humeur : c'est une plaisanterie, un système de stockage aussi "artisanal", simplet, comme dans mon jardin, quoi, un compost ;) ! bien avant trente ans, les "toiles imperméables" seront bouffées par les radionucléides, tout va descendre jusqu'aux

nappes phréatiques, n'importe quel pelot le comprend tout seul...La machine à "purifier l'eau" c'est encore une invention délirante de Gaston Lagaffe, ou bien ?..Le rejet des eaux (assez contaminées quand même, hein, à la rivière, c'est une bonne idée ? ah oui, j'oubliais, les rivières à Fukushima, elles le sont déjà tellement, contaminées ! de vrais réservoirs à radionucléides (je passe mes sources, sans mauvais jeu de mot). Alors pourquoi on se dépêche d'enterrer tous ces sacs de déchets qui traînent partout ? ben pour plus qu'on les voie, "d'ici 2020", pourquoi ? pour être sûr d'avoir, à Fukushima, aussi, les épreuves des Jeux Olympiques, les JO 2020, avec tous les médias braqués sur la région, chiche que d'ici là, ils vont même faire pousser quoi, du riz, du riz ce serait bien ! sur le gros tas de déchets, du bon riz de Fukushima ! En 2020 : il ne s'est rien passé à Fukushima.

Brigitte14/02/2018 19:50

On planque tout sous le tapis en prévision des JO de 2020, d'ailleurs le Japan Times annonce la réouverture prévue du J-Village (centre d'entraînement de football) de Fukushima pour le printemps 2019....

<https://www.japantimes.co.jp/news/2018/02/14/national/j-village-soccer-center-fukushima-partially-reopen-july/>